



Les lois n'ont pas de bras

Par [Philippe Huysmans](#)

Mondialisation.ca, 07 août 2021

[Le Vilain Petit Canard](#)

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#), [Loi et Justice](#), [Science et médecine](#)

Analyses: [COVID-19](#)

C'est une évidence, les lois et la constitution ne sont rien de plus que des textes consignés dans des recueils. Ces textes constituent la source formelle du droit objectif, et l'ensemble des règles juridiques d'application obligatoire. On ne va pas rentrer ici dans cette invention fumeuse qu'est le bloc de constitutionnalité, sorte de gloubiboulga insipide qui a été abondamment utilisé ces dernières années pour progressivement grignoter les droits fondamentaux des citoyens en toute discrétion.

Reste que ces textes n'ont pas de force, ils n'ont aucun pouvoir *par eux-mêmes*; et si je voulais être facétieux, je dirais qu'à l'inverse, ceux qui détiennent aujourd'hui le pouvoir et la force publique, eux, ne respectent plus aucune règle et se moquent du droit.

C'est là qu'on touche aux limites du modèle de la démocratie parlementaire, quand, à force de collusion, de corruption et de noyautage on place l'ensemble des pouvoirs dans les mains d'un seul, ou d'une clique au service d'intérêts qui n'ont rien à voir avec le meilleur intérêt de la nation.



L'État de droit repose sur la constitution et l'équilibre des pouvoirs, c'est le président de la République qui est garant de la constitution... Mais qu'est-ce donc que cette farce? Non, le seul vrai garant de l'État de droit, c'est le peuple, et c'est devant lui que les serviteurs de l'État doivent répondre de leurs actes. Les citoyens ne sont pas la chose d'un pouvoir désormais en roue libre, ils sont la chair et le sang de la nation. Quand le pouvoir se fait oppression, quand les libertés sont abolies, quand on martyrise intentionnellement sa population, et qu'on dresse les gens les uns contre les autres par une politique de ségrégation abjecte, il est du devoir le plus sacré pour chaque citoyen de se révolter.

Croire naïvement que ces dérives ont pour cause une crise sanitaire, et qu'à l'issue de celle-ci les choses rentreront dans l'ordre serait une erreur funeste. La crise sanitaire n'est pas la *cause*, mais le *moyen*, et les fous qui dirigent ce bateau ivre n'ont pas la *plus petite intention* de revenir jamais en arrière. *Nous sommes en guerre*, avait-il dit, il avait seulement oublié de préciser que c'était une guerre des élites contre le peuple de France.

Si vous considérez l'étendue et les conséquences des mesures désastreuses, liberticides et parfois meurtrières qui ont été prises au cours des quelques 500 derniers jours, il est facile de comprendre qu'en cas de retour à la normalité, il y aurait inévitablement des procès, avec à la clé des condamnations très lourdes à l'encontre des responsables, à commencer par E. Macron. C'est l'illustration de la politique des nefs brûlées sur les plages de Troie par Agamemnon. Aucun retour en arrière possible.

Aussi, à partir du moment où l'exécutif, les parlementaires godillots, les sénateurs veules et un Conseil Constitutionnel inexistant permettent l'instauration de loi scélérates, s'affranchissant de toutes les barrières juridiques, vous pouvez vous poser la question suivante : *jusqu'où pourraient-ils aller?*

La situation est inédite, mais on comprend qu'il n'y a plus aucune limite formelle, plus aucun interdit. On pourrait se retrouver demain, sous un prétexte fallacieux quelconque avec un E. Macron plus fou que jamais qui invoquerait l'article 16 de la constitution et décréterait la loi martiale instaurant une dictature comme la France n'en a jamais connue, même sous l'occupation. Spoliations, déportations, arrestations arbitraires, pour mater une fois pour toute le peuple, perçu comme l'ennemi ultime de sa caste. Rien de nouveau sous le soleil, il en a toujours été ainsi.

Je voudrais pouvoir terminer sur une note optimiste, mais les nuages s'amoncellent, et je crois que cette fois, nous ne pourrions pas faire l'économie d'une révolution, ou alors il faudra nous résoudre à survivre comme des esclaves, même plus des hommes, juste des objets, propriété de l'État au service d'une élite mondialisée.

Il va falloir sous peu nous réapproprier nos libertés volées, nos droits bafoués, et notre dignité piétinée. Il va falloir réapprendre à résister. Pacifiquement d'abord, au moyen de la désobéissance civile.

Philippe Huysmans



PS : À cet égard, écoutez cette intervention du Dr. Louis Fouché, qui est ressorti de sa réserve au micro de Radio Courtoisie pour nous en parler :



Image en vedette : Sculpture « L'été sans bras » de Aristide Maillol à Perpignan, France.

La source originale de cet article est [Le Vilain Petit Canard](#)
Copyright © [Philippe Huysmans](#), [Le Vilain Petit Canard](#), 2021

Articles Par : **[Philippe Huysmans](#)**

A propos :

Webmaster du Vilain Petit Canard, citoyen belge. Il vit en Belgique et exerce la profession d'Informaticien à Bruxelles.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca